

el

N° 10

OCT. / NOV. 91

10 FF

SALVADOR

BULLETIN D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE



RENCONTRE DE NEW YORK : *les limites d'un accord*

4° P. 10951

SOMMAIRE



- *Edito (page 3).*
- *Actualités juillet-août : deux mois dans la tourmente (pages 4-6).*
- *Les accords de New York (pages 7-10).*
- *Cessez le feu ! (page 11).*
- *Solidarité - El Nuevo Gualcho (12-13-14-15).*
- *Poèmes (page 16).*



SOUTENEZ LE BULLETIN

ABONNEZ -VOUS
MINIMUM 60 FRANCS, SIX NUMEROS

Pour toute commande ou information écrivez à :
Mme Nady Granier 3, Bd. Saint-Martin - 75003 PARIS
Versement des chèques au nom de Mme Nady Granier

COMITE DE REDACTION

MARTA ARBONA - DANIELA GARCIA -
YVES LOBEL - MICHAEL LÖWY -
JEAN SEPET - JEAN MARC TOUZARD

MISE EN PAGE : JORGE PALMUCCI

IMPRESSION : ROTOGRAPHIE (48 59 00 80)

EDITO



Pour la première fois de son histoire El Salvador a assisté au procès et à la condamnation d'officiers de l'armée impliqués dans des atteintes aux droits de l'homme : le colonel Benavides et des lieutenants ont été condamnés pour le meurtre des pères jésuites, en novembre 1989. Peu de temps après étaient enfin signés des accords entre le Gouvernement et la guérilla qui prévoient en particulier l'épuration de l'armée et sa soumission au pouvoir civil, accords qualifiés d'historiques par les acteurs et les observateurs.

Réjouissons-nous donc : les totalitarismes d'Est et d'Ouest s'effondrent et la démocratie, les droits de l'homme, la liberté, les valeurs de notre monde occidental, s'imposent au monde qui devient moins cruel, plus humain. Réjouissons-nous et soyons fiers d'avoir donné à l'humanité un modèle qui la guide vers des lendemains qui chantent...

Au risque d'être quelque peu trouble-fête nous pensons que l'occident et son leader incontesté actuel, les Etats-Unis d'Amérique, devraient faire preuve de plus de modestie. Car les totalitarismes du monde occidental ne sont pas le fruit du hasard, ils sont nés au sein du monde capitaliste et ont été constamment soutenus par lui. Ils étaient en effet le moyen simple et efficace de contraindre les peuples du tiers-monde à accepter la domination des puissances industrialisées, qui s'appelaient autrefois colonialisme, néo-colonialisme ou impérialisme et qui se nomme aujourd'hui "nouvel ordre international".

Ce dernier estime qu'il est temps de redorer le blason. Mais ne nous y trompons pas, le déguisement ne transforme pas les loups en bergers. Le colonel Benavides est en prison mais les autres colonels - tous formés aux Etats-Unis - sont encore en place et l'aide militaire nord-américaine vient d'être renouvelée. Le major d'Aubuisson, commanditaire du meurtre de Mgr Romero, a rallié le camp des "démocrates" de l'extrême-droite salvadorienne auquel appartient le Président Cristiani. En fait tout est en place pour qu'El Salvador change pour que rien ne change.

La paix n'est d'ailleurs pas encore au rendez-vous. Il est probable que bien des militaires n'accepteront pas le nouveau statut qui leur est désormais proposé. Les colonels membres de la "tandona" s'y résigneront peut-être car ils ont préparé l'avenir en devenant - grâce aux détournements de l'aide militaire nord-américaine - propriétaires de firmes nationales et actionnaires de holdings internationaux. Mais ça va être dur pour les autres qui vont être tentés de réactiver les escadrons de la mort pour retarder l'échéance.

Peuples, restez vigilants, disait Brecht, le ventre est encore fécond. Le peuple salvadorien a trop de courage et d'expérience pour se laisser manipuler. Il est plus que jamais nécessaire de lui renouveler notre confiance et notre solidarité.

JUILLET - AOÛT : 2 MOIS DANS LA TOURMENTE

Juillet et août ont constitué en effet une période de blocage. Le round qui s'est tenu à Mexico début juillet n'a permis aucune avancée significative. Le gouvernement a mis en avant plusieurs raisons à son intransigeance, entre autres la séquestration en juillet de deux représentants de l'oligarchie du café : Gregorio Zelaya, directeur du secteur agricole d'ARENA, et Guillermo Sol Bang, membre du Conseil exécutif national (COENA) du même parti. Le premier enlèvement a bien été revendiqué par le FMLN, (Zelaya a été libéré depuis), à l'inverse du deuxième, mais le gouvernement les lui attribue tous les deux. Cependant, il ne s'agissait là que de prétextes.

Car c'est encore sur la question des Forces armées que le blocage s'est exercé.

Pour le FMLN, la démilitarisation de la société suppose plusieurs conditions : épuration, restructuration, diminution des effectifs de l'armée. Paradoxalement, ce ne sont pas ces points en tant que tels qui ont constitué le cœur du problème, mais les garanties demandées par le FMLN pour leur application et pour un changement de nature véritable de l'institution militaire : à savoir, l'intégration d'une partie du commandement du FMLN au commandement de l'armée.

En face, Cristiani et l'armée continuaient à exiger la reddition unilatérale du FMLN, en préalable à tout cessez-le-feu.

Tout cela s'est déroulé dans un contexte régional confus, où deux faits ont contribué à renforcer la position de l'aile dure de l'armée et des opposants à la négociation : d'une part l'aide militaire des Etats-Unis a été renouvelée en juin (21 millions de dollars sur les 42,5 millions retenus). D'autre part, le sommet des présidents d'Amérique centrale qui s'est tenu à San Salvador les 15 et 17 juillet (et au cours duquel le FMLN a suspendu ses activités dans la capitale) s'est conclu par une déclaration de soutien incondi-

A la fin du mois de juin et au mois de juillet, le niveau et l'intensité des affrontements militaires au Salvador ont connu une recrudescence. En même temps, les négociations ont évolué de façon pour le moins contrastée : la récente signature d'un accord à New-York vient dénouer une situation de quasi-paralyse.

Marta Arbona

tionnel à Cristiani, demandant le désarmement unilatéral du FMLN.

En revanche, le sommet des présidents latino-américains qui a eu lieu à Guadalajara au Mexique les 18 et 19 juillet a affirmé son appui au processus de négociations.

Il est significatif que, sitôt commencé le round de négociations à Mexico le 9 juillet, l'armée lançait une opération de harcèlement contre les zones contrôlées par le FMLN dans huit départements du pays. Son but était en effet, à la fois d'essayer d'empiéter sur l'assise territoriale du FMLN, et de tenter de lui imposer un cessez-le-feu dans des conditions défavorables. On peut dire que sur ces deux terrains, elle a échoué. En effet, cette tactique l'a obligée à maintenir une position défensive, avec la quasi-totalité de ses forces déployées sur tous les

fronts, donc avec une tension maximum en permanence; par ailleurs, depuis la campagne militaire lancée par le FMLN en novembre dernier, l'armée n'a plus bénéficié de la couverture aérienne dont elle disposait jusqu'à présent, en raison de l'utilisation par le FMLN de moyens anti-aériens.



De son côté, le FMLN a maintenu la pression militaire, en réponse à l'exigence par le gouvernement de son désarmement unilatéral. Au cours de la même période a été lancée une campagne intitulée "s'ils veulent nos armes, qu'ils gagnent la guerre". Les commandos urbains ont connu une recrudescence de leurs activités, et plusieurs attaques ont été lancées contre les principales routes du pays.

Ce n'est qu'au mois d'août que les combats ont connu un certain ralentissement. Encore cela n'a-t-il été dû qu'au FMLN, dont l'action s'est, au cours de cette période, surtout concentrée dans la zone de San Salvador. L'armée, elle, a poursuivi son harcèlement des zones contrôlées de la même manière. Par ailleurs, elle a fait grand bruit dans la presse d'une saisie d'armes appartenant au FMLN, réalisée le 21 août, certainement importante mais qui semble avoir été largement gonflée pour les besoins de la propagande. Selon le FMLN, il s'agissait en effet pour le gouvernement de convaincre les Etats-Unis de renouveler leur aide, dont le Congrès devait discuter à nouveau en septembre. Dans les faits, la capacité opérationnelle du FMLN ne semble pas avoir été modifiée.

Sur le plan strictement militaire, on peut parler d'impasse.

L'équilibre des forces n'a pas été rompu, même si le FMLN a subi en termes humains des pertes encore plus lourdes que celles de l'armée (1). Sur le plan politique, l'impossibilité d'une issue militaire à la guerre est démontrée une fois de plus.

A l'intérieur du pays, on a assisté à une escalade de la répression et de la violence exercée contre les organisations populaires. Le 15 juin, en violation directe de l'accord sur les droits de l'homme signé à San José le 26 juillet 1990, la Police de Hacienda et la Police nationale ont mené une opération d'arrestations contre des dirigeants de ASDI (Association salvadorienne de développement intégral) qui vient en aide aux communautés de "repoblaciones". Ils n'ont été relâchés que trois jours plus tard. Cette opération semble faire partie d'une campagne d'intimidation et de harcèlement contre les villages de rapatriés. Les associations qui aident la population la plus pauvre de la capitale à s'organiser ne sont pas non plus épargnées. Le 8 juillet, Martin Ayala Ramirez, un des dirigeants du Conseil des Communautés Marginales (CCM) à San Salvador, a été assassiné par un commando armé. C'est en grande partie en signe de protestation contre cette attaque et contre les expulsions violentes par l'armée des communautés de sans-logis, que les commandos urbains du FMLN s'en sont pris

dans leurs sabotages à des entreprises de construction. Enfin, les différents syndicats (2) qui ont appelé, le 19 août, à une journée de grève générale contre la privatisation des instituts étatiques et para-étatiques, et qui ont été soutenus par les partis de l'opposition à l'Assemblée, se sont vus menacer directement sur la chaîne nationale de télévision par Cristiani.

Par ailleurs, les escadrons de la mort se manifestent toujours. Un Front Anticommuniste Salvadorien (FAS) a fait circuler des tracts contre les étrangers appartenant aux organismes internationaux (Nations-Unies, ONUCA, Médecins du Monde, Médecins sans Frontière, ACNUR et CICR). Cela vise en particulier l'ONUSAL, la mission des observateurs de l'ONU qui, en vertu de l'accord sur les droits de l'homme, a commencé à installer des antennes dans les principales villes du pays, à partir de la fin du mois de juillet. Le FMLN a rencontré ses délégués le 11 août, afin d'étudier les mesures garantissant la sécurité et le déplacement des observateurs.

LE DÉBLOCAGE

Cependant, au cours de toute cette période, le FMLN a gardé l'initiative sur le terrain des négociations : début août a été présentée par Salvador Samayoa la proposition de fondre en une seule les deux phases de la négociation prévus par les accords de



Caracas, afin de parvenir plus rapidement à un cessez-le-feu définitif : première étape de discussions devant aboutir à un cessez-le-feu provisoire, deuxième étape de "paix armée" où se négocierait l'incorporation à la vie civile du FMLN, et devant aboutir à une cessation définitive des combats.

Cette proposition n'a pas été présentée officiellement à la table des négociations, mais soumise par le FMLN à l'appréciation de ses différents interlocuteurs au travers d'une série de discussions. En effet, à partir de la deuxième semaine d'août, des contacts fréquents ont eu lieu à Mexico entre le FMLN, les partis politiques de l'opposition, les différentes forces sociales rassemblées dans le Comité permanent du débat national (CPDN), et des représentants de l'ONUSAL. Ainsi, les 9 et 10 août, le FMLN s'est réuni avec tous les partis politiques (sauf ARENA) pour analyser la ratification par l'Assemblée de l'accord sur la réforme de la Constitution signé le 27 avril dernier.

Ces discussions font partie de la stratégie de concertation avancée par le FMLN, et qui consiste à chercher un consensus, avec tous les secteurs de la société opposés au gouvernement, afin d'ouvrir dans le pays les espaces politiques les plus larges pos-

sibles. L'objectif est d'arriver à construire un "bloc" pour la paix, la démilitarisation de la société, et la démocratie. Le FMLN ne se pense donc plus comme seul parti d'avant-garde, mais comme partie prenante d'un large regroupement qui pourrait participer aux élections générales de 1994. C'est ainsi que le 29 juillet, le commandant Shafik Handal a annoncé la décision du FMLN de solliciter son inscription comme parti politique, en vue de participer aux élections générales de 1994, et cela quelle que soit l'évolution des négociations. Le FMLN a poursuivi en effet un travail de restructuration interne commencé il y a plusieurs mois, et destiné à préparer son incorporation officielle à la vie politique civile.

Dans cette optique, il a annoncé la création d'un Comité politique, séparé du commandement militaire, et qui doit être l'élément moteur du processus de concertation. L'idée n'est pas bien sûr de se borner à préparer les élections, mais d'obtenir les garanties pour une participation démocratique la plus large possible, avec en particulier le droit d'association et d'organisation sans restriction, la liberté de presse et l'accès aux médias. Cependant, ce Comité politique est pour l'instant contraint à la clandestinité. Ainsi, l'armée a montré le cas qu'elle faisait des négociations en

Nous avons rencontré Jonathan, combattant du FMLN, en août 1991. Nous lui avons demandé comment les combattants voient la situation actuelle.

El Salvador : Quel est le climat parmi les combattants du FMLN par rapport aux négociations ?

Jonathan : Tout le monde en a assez de la guerre et a conscience qu'il faut la terminer. Mais il y a un problème chez les combattants qui ont perdu leur famille... Au début ils disaient : "Les négociations c'est bien mais va-t-on négocier avec ces bêtes ?" et puis : "Est-ce qu'elles vont accepter nos conditions comme par exemple l'épuration de l'armée ?" Il y a un climat de très fort scepticisme.

Par ailleurs, à chaque fois que les négociations sont dans une impasse, automatiquement les affrontements s'intensifient. Alors pourquoi ne pas en mettre un grand coup et en finir militairement avec cette guerre ? Les combattants voient de leurs yeux les militaires détalier quand ils se rencontrent et on leur parle de match nul ! Mais si le militaire surpasse le politique alors le Front perdrait son crédit.

Il y a actuellement, de la part du commandement général du Front, un gros effort d'explication de la politique qu'il mène : "Ce n'est pas la victoire que nous avons cru pouvoir atteindre au départ. La lutte armée en tant que facteur principal de la guerre est en train de changer. De plus en plus la lutte politique et socio-économique est maintenant nécessaire."

Quand des dates possibles de signature de cessez-le-feu ont été annoncées, il n'y a pas eu un grand enthousiasme parmi les combattants. Pour eux l'approche d'une signature signifie une intensification des combats.

Même s'ils n'aiment pas la guerre, même si ce ne sont pas des fanatiques des armes et des combats, ils ne rendront pas les armes

avec joie car ils ne font pas confiance à l'armée et au gouvernement salvadorien.

E. S. : La prise du pouvoir est-elle encore à l'ordre du jour ?

J. : La prise du pouvoir reste un objectif. A un moment donné la lutte armée était nécessaire pour faire face à la répression, aux massacres... Le cessez-le-feu doit servir à générer les conditions pour que le Front puisse s'insérer comme parti dans la vie politique et dans la vie parlementaire qui est encore une lutte. Si nous parvenons à former un parti politique, nous ferons du travail parlementaire mais sans le déconnecter d'un travail avec les organisations de masse pour permettre que les acquis du cessez-le-feu soient un pas dans le processus de transformation de la société. La tâche du Front va être de s'allier avec d'autres forces et de créer un pôle alternatif au pouvoir actuel.

E. S. : Quelles mesures le FMLN envisage pour la réintégration des combattants à la vie civile ?

J. : Le Front n'aura pas de problèmes pour la réinsertion de ses militants, en tout cas moins que les FAES* étant donné leur nombre réduit. Par ailleurs le Front est un outil d'organisation formidable. C'est une organisation sociale très élevée, très consciente, collective et très rodée... Il y a des zones détruites par la guerre avec des terres en friche reposées et étendues. Le Front contrôle 25 % des terres, sachant que 20 % des terres utiles sont totalement détruites, c'est énorme.

Mais surtout, l'organisation avancée des militants du Front leur donne la capacité de reconstruire.

* Forces armées d'El Salvador.

LES ACCORDS DE NEW YORK

Convaincus de la nécessité de donner un élan final au processus de négociation qui se déroule actuellement avec l'active participation du Secrétaire général des Nations Unies, de façon qu'à court terme puissent être signés l'ensemble des accords politiques nécessaires pour mettre définitivement fin au conflit armé dont souffre notre pays ;

conscients que, pour atteindre l'objectif ci-dessus, il est indispensable de créer un ensemble de conditions et de garanties qui assurent l'exécution rigoureuse de ces accords politiques par chacune des Parties, les signataires sont arrivés à l'accord politique suivant :

I COMMISSION NATIONALE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

1. COPAZ

L'exécution de tous les accords politiques signés par les Parties sera soumise à la supervision de la Commission nationale pour la consolidation de la paix (COPAZ). COPAZ est un mécanisme de contrôle et de participation de la société civile au processus des changements résultant des négociations, tant en ce qui concerne la Force armée que les autres points de l'agenda.

2. COMPOSITION

a) COPAZ sera composée de deux représentants du gouvernement, dont un membre de la Force armée, deux du FMLN et un

Un accord global est intervenu le 26 septembre à New York entre le gouvernement salvadorien et la guérilla. Au moment où nous mettons sous presse, nous recevons le texte des accords. En voici la traduction intégrale.

Le gouvernement d'El Salvador et le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (désignés ci-après comme "les Parties").

de chacun des partis ou des coalitions qui sont représentés à l'Assemblée nationale.

b) L'archevêque de San Salvador et un délégué d'ONUSAL* auront accès à ses travaux et à ses délibérations, en qualité d'observateurs.

* NdT : Mission d'observation de l'ONU pour les droits de l'homme, mise en place en juin 1991.

3. DÉCISIONS

COPAZ adoptera ses décisions à la majorité.

4. ATTRIBUTIONS

a) COPAZ n'aura pas de pouvoir exécutif, étant donné qu'il appartient à chacune des Parties, par l'intermédiaire de ses mécanismes internes, de veiller à l'exécution des accords de paix.

b) COPAZ sera obligatoirement consultée par les Parties avant d'adopter des décisions ou des mesures relatives à des problèmes concernant les accords de paix. De la même façon, COPAZ pourra consulter les Parties, au plus haut niveau, chaque fois qu'elle l'estimera nécessaire. En cas de désaccord sur la nécessité de soumettre un problème à COPAZ, celle-ci tranchera.

c) Chaque fois qu'au moins trois de ses membres le solliciteront, COPAZ sera convoquée immédiatement et son opinion écoutée.

d) COPAZ sera en liaison directe avec le Président de la République et se réunira avec lui chaque fois qu'elle-même ou le Président le jugeront nécessaire.

e) COPAZ aura accès et pourra inspecter tous les lieux ou activités concernés par les accords de paix.

f) COPAZ aura la faculté d'émettre tous types de conclusions et de recommandations relatives à l'exécution des accords de paix et de les rendre publiques ; les Parties s'engagent à les exécuter.



g) **COPAZ** aura la faculté de préparer les avant-projets législatifs nécessaires au bon déroulement des accords auxquels elle sera parvenue, tant en ce qui concerne le thème "Force armée" que les autres points de l'agenda.

h) **COPAZ** aura à sa charge la préparation des avant-projets législatifs nécessaires pour permettre à tous les blessés de guerre et aux familles de tous les combattants tombés au combat, des deux parties, leur incorporation au système de prestations sociales de l'Etat ou de recevoir une indemnisation économique adéquate, comme le prévoit la loi.

i) **COPAZ**, en ce qui concerne l'accomplissement de ses fonctions, aura la faculté de s'adresser aux organismes compétents des Nations Unies, par l'intermédiaire de son Secrétaire général.

j) **COPAZ** aura toute faculté d'organiser ses travaux de la façon qu'elle estime la meilleure et de nommer les groupes ou sous-commissions qu'elle estime utiles pour le déroulement de sa fonction. Pour ce faire, elle aura son budget propre.

5. FORME

La création de **COPAZ**, outre le fait d'être le produit du présent accord, sera sanctionnée par une loi.

6. DURÉE

a) Entre la date de cet accord et celle du cessez-le-feu, deux représentants du Gouvernement, dont un de la Force armée, deux

du FMLN et un de chaque parti ou coalition ayant une représentation à l'Assemblée Nationale travailleront avec un régime de fonctionnement spécial de caractère transitoire défini par eux-mêmes. Parmi ces travaux sera comprise la préparation de l'avant-projet de la loi qui entérinera **COPAZ**.

b) L'avant-projet de la loi qui entérinera **COPAZ** sera présenté devant l'Assemblée Nationale dans un délai de 8 jours après le cessez-le-feu. L'installation formelle de **COPAZ** aura lieu huit jours après la promulgation de cette loi.

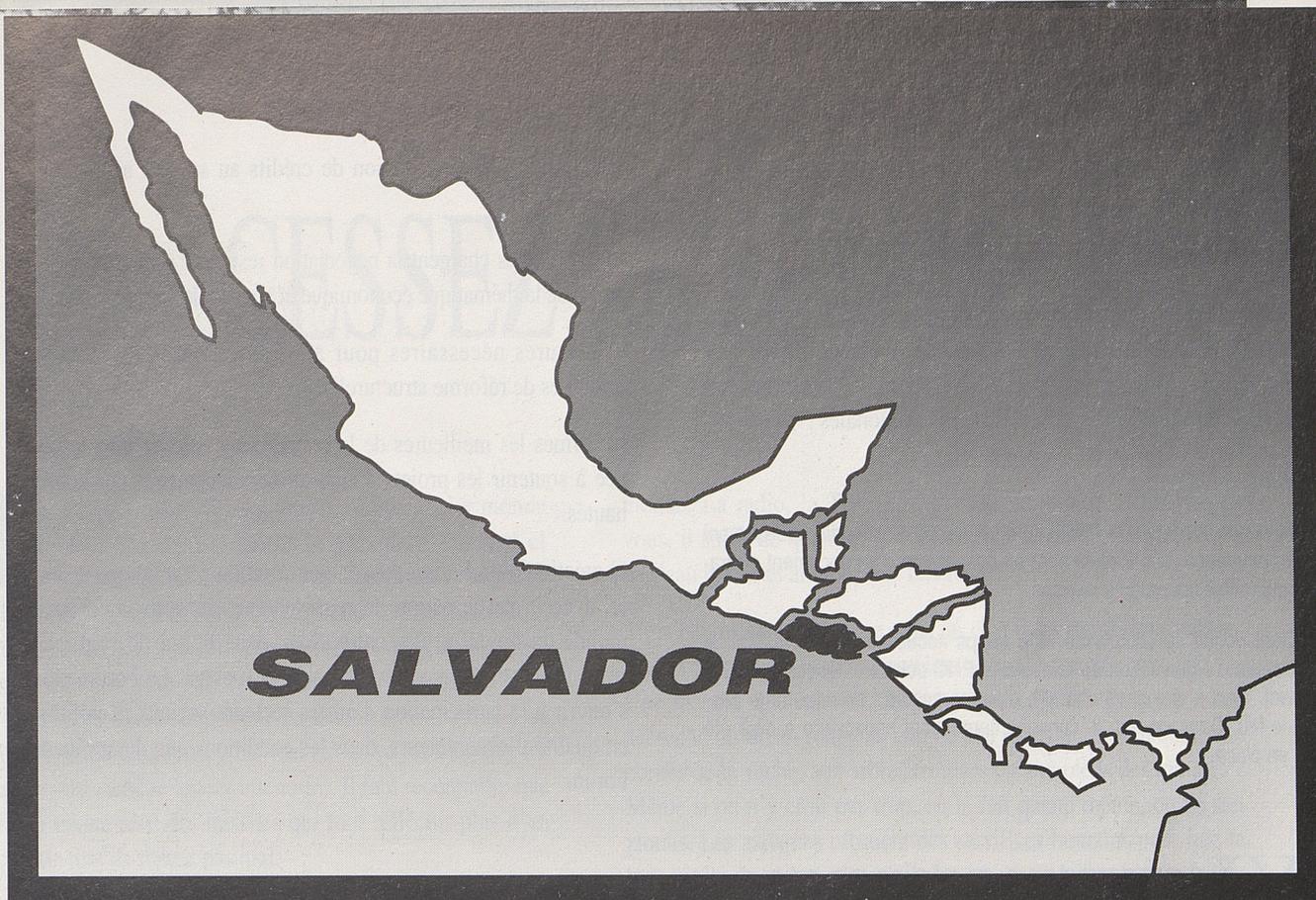
c) **COPAZ** sera dissoute après qu'auront été exécutés les accords de paix, à la date qui sera déterminée par elle-même, après accord voté à la majorité des deux tiers de ses membres.

7. GARANTIES INTERNATIONALES

a) La création de **COPAZ** sera expressément entérinée par la résolution qu'adoptera le Conseil de Sécurité sur les accords de paix.

b) Le Secrétaire général tiendra le Conseil de Sécurité informé des activités de **COPAZ** et de son efficacité.

c) **COPAZ** sera soutenue par les gouvernements qui sont en position d'appuyer effectivement la garantie requise par les accords et les travaux de la commission; en particulier, la coopération de ces gouvernements sera conçue et réalisée de manière à poursuivre les objectifs des accords de paix et aider à leur exécution rigoureuse.



II EPURATION

1. Un processus d'épuration de la Force armée sera mis en œuvre, sur la base de l'évaluation de tous ses membres par une Commission ad hoc*.
2. La participation de la Force armée se fera par l'intermédiaire de deux de ses membres, qui auront seulement accès aux délibérations de la commission.

* Les mécanismes pour sélectionner les participants de la Commission ad hoc ainsi que les critères d'évaluation et autres mesures en relation avec l'épuration seront discutés à l'occasion de la négociation restreinte.

III REDUCTION DE LA FORCE ARMEE

1. Les critères de réduction de la Force armée seront définis par un accord entre les Parties.
2. Les critères, entre autres, devront définir les règles sur la base desquelles :
 - a) sera déterminée la dimension à laquelle sera réduite la Force armée, en temps de paix.
 - b) s'élaborera le plan de réduction (forme, calendrier, budget, etc.)

IV DOCTRINE DE LA FORCE ARMEE

On arrivera à un accord pour la redéfinition de la doctrine de la Force armée, sur la base de la conception qui résulte des accords sur ce thème et de la réforme de la Constitution. Il est entendu que la mission de la Force armée est la défense de la souveraineté de l'Etat et de l'intégrité territoriale. L'action et le mode de fonctionnement de la Force armée sont définis par les principes qui émanent de l'Etat de droit, de la primauté de la dignité de la personne humaine et du respect de ses droits ; de la défense et du respect de la souveraineté du peuple salvadorien ; de la définition de la Force armée comme institution au service de la Nation, étrangère à toute considération politique, idéologique ou de position sociale ou de toute autre discrimination ; et de la subordination de l'institution armée aux autorités constitutionnelles.

V POLICE NATIONALE CIVILE

L'agenda pour la négociation relative à la Police nationale civile (PNC), prévue par la réforme de la Constitution approuvée par les accords de Mexico, comprendra les thèmes suivants* :

- a) Création de la PNC**. Doctrine. Régime juridique.
- b) Dissolution de la Garde nationale et de la Policia de Hacienda ainsi que de CUSEP (Corps de sécurité publique).
- c) Personnel de la PNC :

- évaluation du personnel de la Police nationale ;
- incorporation d'un personnel nouveau. Système de sélection et formation pluraliste, non discriminatoire ;
- profils et entraînement ;
- conseil et appui international, coordonnés par les Nations Unies. L'organisation de la PNC, de l'Académie nationale de sécurité publique et la sélection de son personnel seront l'objet d'une collaboration étroite et d'une supervision internationale ;
- régime transitoire.

* Les négociations sur la PNC et sur les Corps de sécurité publique ont déjà commencé. Les Parties sont en possession d'un document de travail qui reflète les progrès réalisés.

** Etant donné sa complexité et le temps nécessaire à sa création, le processus d'organisation de la nouvelle PNC doit commencer immédiatement, c'est-à-dire sans attendre d'autres accords politiques ni le cessez-le-feu. Dans ce but, le conseil international nécessaire a déjà été mis en place.

VI THEMES ECONOMICO-SOCIAUX

1. Les terres qui excèdent la limite constitutionnelle de 245 hectares, de même que les propriétés de l'Etat qui ne sont pas actuellement des réserves forestières en accord avec la loi, seront destinées à satisfaire le besoin de terres des paysans et petits agriculteurs qui en sont privés. Dans ce but, le Gouvernement s'efforcera, aussi, d'acquérir les terres dont l'achat est proposé à l'Etat.

2. L'état actuel de propriété terrienne des zones en dispute sera maintenu, en attendant qu'une solution légale satisfaisante soit trouvée au régime de propriété définitif. Les formes et délais pour l'exécution de cet accord seront mises au point à l'occasion de la

négociation restreinte.

3. La politique d'attribution de crédits au secteur agricole sera révisée.

4. Les Parties chargent la négociation restreinte d'étudier, comme partie de la thématique économique et sociale, les points suivants :

a) mesures nécessaires pour alléger le coût social des programmes de réforme structurelle.

b) formes les meilleures de la coopération externe directe destinée à soutenir les projets d'aide au développement des communautés.

c) création d'un Forum pour la concertation économique et sociale, avec la participation de représentants du gouvernement, du monde du travail et des entreprises, dans le but de continuer à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Le Forum pourra s'ouvrir à la participation d'autres secteurs sociaux et politiques en qualité d'observateurs, dans les conditions que déterminera le Forum.

VII RESTE DE L'AGENDA

1. D'autres points encore en attente du thème "Force armée" concernent la garantie de l'exécution des accords. Il n'est pas fait ici mention de ceux-ci parce qu'ils feront l'objet de discussion à l'occasion de la négociation restreinte. Dans tous les cas, leur exécution sera soumise à la Commission nationale pour la consolidation de la paix.

NdT : COPAZ a commencé ses travaux le 11 octobre à Mexico. Sa composition est conforme aux accords de New York..



L'ANN BIENTOT À PARIS

A partir de fin novembre, le Bulletin de l'ANN sera diffusé depuis Paris : toujours en provenance directe de Managua, 12 pages d'informations et d'analyses sur le Nicaragua, 2 fois par mois.

Prix de l'abonnement : 448 F pour 24 numéros (900 F pour les comités de solidarité). Paiement semestriel possible. Adressez vos paiements à / ANN c/o Mme Borau - 38, rue du Soleil 75020 Paris.

CESSEZ LE FEU !

"Paz, paz, paz, el mundo quiere paz..." Le monde veut la paix : "Obtiens la paix dans ton âme et répands-la sur la terre". Tous les gamins savent ce chant, ils l'apprennent à l'école. On se prend à rêver : si tout le monde était gentil, il n'y aurait plus de problèmes. La paix intérieure est la garantie de la paix tout court. "Fais un sourire : Dieu t'aime !" Et les avions continuent de lâcher leurs bombes, de mitrailler. Moins, bien moins, c'est vrai : vous voyez bien que les colonels peuvent aussi se laisser attendrir... Il faut reconnaître que la guérilla a maintenant des missiles qui font réfléchir plus d'un pilote, ça aide tout de même pas mal.

En mai, on a eu le grand spectacle au village. Deux hélicoptères sont tombés dans les eaux du lac, tout près. "Incident technique", ont dit les militaires. Et ce fut l'attraction de l'année : les gosses ne vont pas à l'école, on emporte son casse-croûte pour ne rien perdre. Repêchera-t-on les cadavres des deux pilotes et des artificiers ? Il faudra trois jours aux hommes grenouilles, trois jours de suspense morbide.

S'il y a une institution au-dessus de tout soupçon, c'est bien la Croix-Rouge*. Mais la neutralité n'a pas le même sens au Salvador et en Suisse. Bien sûr, ils sont sympas, les petits gars. Ils plantent des arbres au bord de la route et ils les arrosent. Ils font un jardin modèle, ils savent même désinfecter une plaie et ils accompagnent les brigadistes de la lutte anti-palu dans leur campagne de propreté et de distribution de pastilles. Les groupes se multiplient, c'est le mouvement "Jeunesse". Mais c'est étrange, ils se plantent juste là où les jeunes ont commencé à faire quelque chose par eux-mêmes, à penser et à affronter leurs problèmes. Comme dans ce village où des jeunes ont remporté les élections municipales : ça devenait urgent que la Croix-Rouge arrive pour organiser la jeunesse par groupes de huit, avec leurs chefs et leurs sous-chefs, qui font un rapport chaque semaine à un supérieur et celui-ci à un autre supérieur, et devinez quel est le supérieur au grade le plus élevé... En récompense de cette discipline, on offre aux jeunes une carte de membre, grâce à laquelle ils ne seront pas recrutés par l'armée. Carte bénite et convoitée pour échapper au recrutement forcé, ne pas être envoyé au combat et y laisser sa peau sans savoir pourquoi. Un argument de poids pour se laisser embrigader. Une façon comme une autre de préparer l'après-guerre et de démilitariser la société : formons des militaires sans le savoir, bien pensants, et troquons l'uniforme de l'armée contre celui de la Croix-Rouge !

Une éclipse totale de soleil met en lumière bien des choses. Les évangélistes s'en donnent à cœur joie en prédisant la fin du

monde. La radio, la T.V. alarment tout le monde : "Enfermez-vous, il suffit de quelques secondes pour devenir aveugle". Vite, de l'eau bénite et allumez vos cierges !

Trois heures avant l'éclipse, plus un chat dans les rues du village. Toutes portes closes, certains même se sont planqués sous leur lit. Une menace nucléaire ne ferait pas plus d'effet. Et qui n'a pas accroché un ruban rouge au cou de son chien ou de son chat, aux cornes de la vache, aux arbres fruitiers ou aux pieds des tomates ? Même si on n'y croit pas trop, on le fait quand même, on ne sait jamais. Les aztèques offraient des sacrifices humains pour que la lune arrête de manger le soleil. Le rouge, ça lui trompe la faim : c'est comme le sang, mais plus avantageux. Une autre croyance : l'éclipse estomperait toutes les haines et rancœurs. Ça pourrait être utile ici. Mais l'éclipse est passée. Au fait, c'est pour quand votre cessez-le-feu ?

Après l'éclipse, le choléra. Et on remet ça. S'il y a des mesures d'hygiène à prendre, c'est évident, on a poussé la dose, on terrorise. Gare à ceux qui n'appliqueront pas les conseils, qui ne feront pas bouillir l'eau. Le choléra, s'il arrive ici, ce sera de leur faute. Et vous en connaissez, vous, qui font bouillir l'eau ? Où trouveraient-ils le bois ? Les pauvres, ce ne sont pas seulement les victimes du choléra, ils en sont aussi les responsables. Si le lac est pollué par les eaux usées de San Salvador qui y sont déversées telles quelles, la solution est simple : ne mangez plus de poisson ! Que ce soit la seule source de protéines animales qui améliore un peu la base de maïs et de haricots n'a sans doute aucune importance : ceux qui prennent ces décisions n'en souffriront pas.

Les mêmes qui viennent encore de fermer l'I.R.A., une institution nationale qui exerçait un certain contrôle sur les prix des produits essentiels comme le riz, les haricots, le sucre, l'huile, le savon... Les commerçants du village ne s'y trompent pas : dès ce matin les haricots sont passés de 7 à 8,2 à colons le kilo. La propagande dit que les pauvres seront les bénéficiaires de la suppression de l'I.R.A. car les subsides qui lui étaient affectés iront maintenant au ministère de la Santé. Sans doute pour financer la campagne contre le choléra.

D'une agression à l'autre, CESSEZ LE FEU !

Jean Elleget

* NdIR : Il s'agit évidemment dans cet article de la Croix-Rouge salvadorienne.

EL NUEVO GUALCHO

UNE COMMUNAUTÉ PARTICULIÈRE

En arrivant à San Salvador nous n'avions qu'une idée en tête : visiter la communauté El Nuevo Gualcho-Francisco Morazan. El Gualcho, pour les intimes... Mais, au mois de juillet, les combats se sont intensifiés comme conséquence du blocage des négociations (1). Des affrontements avaient lieu, entre autres, au Nord d'Usulután, c'est à dire dans la région où se trouve El Gualcho. Le passage vers la communauté était bloqué, il a fallu calmer notre impatience pendant quatre jours ! Enfin, Mundo, un responsable de l'ASDI (2) qui devait nous transporter là-bas, nous a annoncé que la voie était libre et qu'on pouvait partir le lendemain matin, jeudi, très tôt.

Le voyage est assez court, à peu près trois heures, et tout s'est passé sans grands événements.

Nous sommes arrivées vers 10 heures du matin et on nous a accueillies avec du café, très léger et très sucré, mais savoureux, qui n'avait pas le goût amer de celui vendu en ville, très souvent coupé avec du maïs.

Tout de suite, on se rend compte qu'il s'agit d'une communauté habituée à recevoir des internationalistes. On vient nous dire bonjour très naturellement et les enfants, même s'ils nous dévisagent un peu, sont vite retournés à leurs jeux sans plus s'occuper de nous. Recevoir des étrangers à El Gualcho fait partie du quotidien. Ainsi nous nous sommes senties à l'aise dès les premières heures.

La communauté a fêté le premier anniversaire de son installation en mars 1991. Les réfugiés du camp de San Antonio au Honduras, malgré toutes les pressions subies tant de la part du gouvernement salvadorien que de celui du Honduras, ont décidé de retourner au Salvador et de choisir un terrain pour s'installer ensemble (3). Le choix s'est porté sur El Gualcho puisque non seulement c'était un terrain abandonné mais c'est aussi un domaine symbolique. En effet, dans la première moitié du siècle dernier, Francisco Morazan, un unioniste centraméricain hondurien,

Au mois d'août dernier, Erica, Marie-Christine et Alicia pour le Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador et Anne pour l'association Solidarité Oscar Romero sont allées visiter une communauté de rapatriés au nord d'Usulután. Nous publions ici le récit de leur voyage.

Alicia Romero

qui s'est battu aux côtés des paysans salvadoriens dans les luttes pour la terre, y avait combattu. Une caserne de cette époque reste debout : *el Cuartel*. Elle a le style de celles des westerns qui se déroulent au Mexique, et c'est le centre stratégique du village, *el casco*. C'est là qu'est réunie l'administration et qu'ont lieu les réunions du gouvernement local, élu par la communauté, dont les membres sont révocables à tout moment. Dans l'une des pièces, se trouve les bureaux du secteur de la communication, dans une autre la clinique. Provisoirement, dans le préau tout autour, l'école s'est installée, ainsi que les cours de formation des institutrices.

Nous sommes arrivées en pleine récolte de pastèques, ce qui n'était pas pour nous déplaire : on en mangeait matin midi et soir et c'est tout naturellement à *el casco* qu'étaient regroupées l'ensemble des pastèques pour être ensuite distribuées à toutes les familles.

Nous ne sommes restées que quatre jours à El Gualcho ; il n'était

DEUX HABITANTS DEL GUALCHO SUR TROIS SONT... DES HABITANTES

Représentant plus de 70 % des adultes de la communauté, les femmes d'El Gualcho ne se laissent pas marcher sur les pieds. Organisées depuis 1984 (à San Antonio au Honduras) dans un comité de mères, destiné au départ à aider à la bonne éducation des enfants, elles sont habituées à se retrouver dans des structures non mixtes, théâtres de discussion individuelles et collectives. En sept ans, leur prise de conscience quant à leur oppression en tant que femmes s'est beaucoup développée : elles ont beaucoup travaillé la question du droit des femmes aux loisirs — il paraît qu'aujourd'hui, quand la communauté invite les villageois des hameaux alentours à ses fêtes, ces derniers sont épatés par la "liberté" des femmes du Gualcho ; elles ont mené bataille contre les hommes, et parfois contre certaines femmes, pour pouvoir sortir de leur foyer et aller travailler.

Comme elles sont toutes intégrées à la production agricole ou artisanale, elles ressentent fortement la nécessité de la mise en place rapide du projet de crèche et prévoient déjà la formation de douze d'entre elles pour s'en occuper selon le principe de rotation appliqué dans les autres secteurs.



pas question de travailler sur place, mais plutôt d'ouvrir très grand les yeux et les oreilles pour mieux pouvoir transmettre cette expérience une fois de retour. Nous avons ainsi rencontré le gouvernement local, présidé par une femme, et les responsables des différents secteurs : l'éducation, la santé, l'économie, les handicapés, les femmes, la pêche... C'est par ces réunions, combinées avec les visites des ateliers et des particuliers que nous avons compris le fonctionnement de cette communauté si particulière.

Notre première visite des lieux a été pour *la posa*, un point d'eau magnifique, avec une petite cascade et une eau très fraîche. Un vrai lieu de rêve... Après nous être rafraîchies, nous avons visité les ateliers de travail, situés un peu à l'écart d'*el casco*. Il faut dire qu'avec ses 325 familles, les habitations d'El Gualcho sont très dispersées, organisées en dix colonies.

Pendant les huit années passées au Honduras, les habitants de la communauté n'ont pas perdu de temps ; ils sont revenus avec une formation. Il ne s'est pas agi uniquement de former des promoteurs d'éducation et de santé populaires, mais aussi des tisseurs, des tailleurs, des cordonniers, des menuisiers... Ce sont les ateliers créés depuis leur arrivée au Salvador que nous avons visités. Les hamacs sont tissés en priorité pour les habitants de la communauté, en attendant d'augmenter la production et de pouvoir vendre à l'extérieur.

Les ateliers de couture, cordonnerie et ferblanterie travaillent pour la communauté. Les tissus et les cuirs ont été distribués parmi la population et selon les besoins, chacun vient individuellement commander des habits ou des chaussures. Les travailleurs des ateliers sont payés par la communauté. Comme tous les habitants d'El Gualcho, ils travaillent trois jours par semaine pour la collectivité et les trois autres pour eux sur les terres distribuées aux familles, selon leur demande (la moitié du territoire de la communauté est ainsi répartie). Depuis peu un poulailler a été

installé ; les 500 poules pondeuses sont sous la responsabilité d'un homme âgé et d'un handicapé. La moitié des œufs est destinée à la communauté, l'autre est vendue dans les communes des environs.

Nous avons aussi rencontré les pêcheurs : ils ne sont que trois et cette activité n'en est qu'à son début. La formation démarre à peine car au Honduras ils n'avaient pas accès à l'eau et n'ont donc pas pu se former dans ce domaine. Par ailleurs, l'outillage est encore rudimentaire : un canot taillé dans un tronc d'arbre, deux rames et un filet à grosses mailles. Ils pêchent des *tilapias*, gros poissons implantés artificiellement par le gouvernement dans un lac de barrage proche. C'est un travail très éprouvant : les pêcheurs quittent le village pour une semaine entière et leur cabane construite au bord de l'eau est très rudimentaire. A la solitude s'ajoutent les attaques voraces de quantité de moustiques insatiables, qui ont déjà conduit l'un des trois pêcheurs à abandonner le projet. Les deux autres ne se démontent pas et ont demandé à ce que la prochaine étape du projet de pêche soit tout simplement... l'achat de deux moustiquaires !

Cette activité n'en est qu'à ses débuts, mais à court terme, il est prévu d'acheter un deuxième filet à maillage plus fin pour pouvoir attraper des petits poissons. A moyen terme, la direction de la communauté prévoit d'installer, pour la culture d'écrevisses, une piscine sur le lit de la rivière qui passe tout près du village.

Le courage et l'enthousiasme des habitants d'El Gualcho est impressionnant. Quand on a demandé au responsable de la pêche s'il avait eu cette charge parce qu'il avait déjà pêché, il nous a tout simplement répondu qu'il était le seul à savoir ramer ! Il est content de ce qu'il fait et c'est très dignement et avec beaucoup d'humour qu'il nous raconte les charges vrombissantes des moustique ou autres désagréments de son nouvel emploi, surtout quand il pêche la nuit.

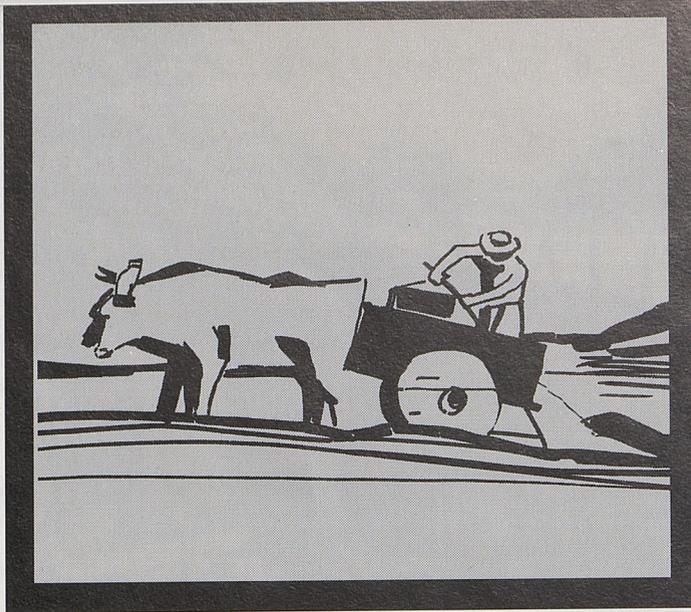
Le lendemain nous avons pu visiter le lieu de construction des nouvelles habitations "en dur", à l'opposé géographique des ateliers. Six petites maisons en briques sont déjà construites, constituées par une pièce avec une terrasse protégée par un toit de tuiles où s'installe une cuisine et où l'on peut étendre un hamac. Sur l'extérieur de chaque maison il y a un évier avec l'eau courante ; des sanitaires individuels sont également en projet. La communauté a acheté une machine pour fabriquer les briques et une autre pour les tuiles. Le projet à long terme est de pouvoir, après avoir logé toute la communauté dans des maisons de ce type, vendre les tuiles et les briques aux villages environnants.

El Gualcho vient à peine de fêter son premier anniversaire : les habitations construites pendant la première phase d'urgence (3) ne sont donc pas encore très confortables. Un vingtaine de familles vivent encore dans des *champas*, des abris de tôle et de plastique, véritables fours par cette chaleur ; les maisons en dur leur sont attribuées en priorité. En revanche, ceux qui disposent déjà de maisons en bois — dont certains ont égayé les alentours avec de petits jardins ou potagers — seront relogés les derniers.

Partout dans le village il y a des animaux : porcs, canards, poules... Ils appartiennent aux familles qui complètent ainsi leurs revenus. L'économie d'El Nuevo Gualcho repose sur le secteur collectif et l'économie familiale. La direction de la communauté incite les familles à vendre sur le marché leurs œufs ou leurs animaux, ce qui permet un apport monétaire dans le village qui active les échanges économiques. Par ailleurs, la communauté achète en gros les grains et les engrais et a instauré un système de prêts en nature — sans intérêts bien sûr. Après les récoltes les paysans remboursent les graines qu'ils ont empruntées et le cycle peut recommencer.

Tout ce qui est investi dans le village doit à un moment donné être rentabilisé. Comme la construction, tout est pensé dans le but de trouver un marché à l'extérieur de la communauté. Les bénéfices ainsi créés seront réinvestis pour bénéficier à l'ensemble de la population. Les investissements prioritaires vont à la santé, à l'éducation, à l'amélioration du cadre de vie, etc.

Le projet d'épicerie est déjà rentré dans ses fonds. L'"épicière" (salariée par le collectif, comme les autres habitants) achète en gros des produits de première nécessité comme le savon, le sel ou l'huile — mais aussi des bonbons ou du Coca-Cola — et les revend un peu plus cher que le prix d'achat mais bien meilleur marché qu'à l'extérieur. En un an, les 10 000 colons (8 000 FF) investis en ont rapporté 20 000. Le magasin peut maintenant rembourser sa dette et améliorer le service proposé à la population.



El Gualcho est entouré de onze communautés, qui existaient déjà avant l'arrivée des rapatriés. Certaines d'entre elles avaient été organisées en coopérative, mais leur niveau d'organisation est très faible en comparaison de celui d'El Gualcho. Un des soucis de la communauté d'El Gualcho est de rayonner vers ses voisins. Dès le début, les promoteurs de santé ont soigné tous ceux qui se présentaient à la clinique. Au début gratuitement,

puis en demandant une petite participation de 2 colons (1,6 FF) pour la consultation et l'ensemble des médicaments prescrits. Les villages alentours n'ont pas d'école et celle de la ville est trop loin ; aucun de leurs enfants n'était donc scolarisé. Depuis quelque temps, certains enfants viennent quotidiennement à l'école d'El Gualcho. Le projet est d'y construire une école en dur pour scolariser les enfants de la communauté et tous ceux des villages voisins.

Les prêts en nature faits aux paysans d'El Gualcho ont aussi été proposés à ceux du voisinage. En outre, des échanges sportifs ou festifs ont déjà lieu entre les communautés, toujours organisés par El Gualcho. Par ailleurs, la direction d'El Gualcho fait un travail d'explication et de présentation des avantages du modèle socio-économique qu'ils pratiquent, envers les directions de ces coopératives. El Gualcho espère pouvoir y étendre son modèle d'organisation grâce aux exemples de ses réalisations sociales et économiques.

DES VOLONTÉS D'ACIER

Il y a peu de jeunes hommes au Nuevo Gualcho, d'où l'importance de la vingtaine de mutilés de guerre qui y vivent (la majorité ont entre 17 et 25 ans). Loin de pleurer sur leur jambe, leurs yeux ou leur bras perdus dans la montagne, ils aspirent ardemment à s'investir dans tous les travaux de la communauté, pour ne pas rester en marge ou devenir des assistés. L'un d'entre eux travaille dans l'atelier de couture, un autre est promoteur de santé, plusieurs aveugles se consacrent à la fabrication des cordes pour les hamacs. Soignés à l'étranger (Mexique, Cuba) pour la plupart, les mutilés d'El Gualcho viennent de revenir dans la communauté, souvent auprès de leur famille. En mars 1991, ils ont formé leur propre comité qui a décidé d'être à l'origine de projets, pour ne pas être un poids pour la communauté. Leur rêve serait de monter un élevage de bétail, ainsi que d'avoir des ruches. Actuellement trois d'entre eux suivent une formation de vétérinaire, indispensable avant d'acquérir le bétail. Et, comme il n'y a pas d'argent pour acheter le cheptel, l'on s'entraîne sur... les porcs, qui, paraît-il, meurent fréquemment de bronchites à cause du climat qui peut passer en quelques minutes d'une chaleur méditerranéenne à une pluie battante.

Les invalides de guerre du Gualcho prévoient qu'avec le cessez-le-feu de nombreux autres, repartis au Front, viendront se joindre à eux. Deux unijambistes d'El Gualcho suivent une formation d'un an à l'université de San Salvador avec une équipe de Médecins sans frontières pour apprendre à fabriquer des prothèses artisanales en cuir et en bois, afin de monter un atelier ; il est également prévu que, sur leurs conseils, les menuisiers d'El Gualcho se mettent à tailler des béquilles et des cannes. De plus, un aveugle connaissant le Braille devrait bientôt venir vivre dans la communauté et pourra ainsi enseigner cette méthode aux quatre autres aveugles qui y vivent déjà.

Ce projet d'organisation a pu physiquement se mettre en place en grande partie grâce aux fonds apportés par la solidarité et diverses organisations non gouvernementales internationales. Les fonds requis pour tous ces projets sont énormes. Cependant, ici, tout est pensé pour que ces fonds servent à enclencher une dynamique de production, de pénétration du marché et de réinvestissement des bénéficiaires, et ainsi d'atteindre l'autonomie financière. Il existe de nombreuses expériences semblables à l'organisation communautaire d'El Gualcho sur tout le territoire salvadorien. Dans les zones contrôlées par le FMLN, les communautés organisées ainsi sont monnaie courante. Mais souvent, elles n'arrivent pas à se développer de manière suffisante parce que leurs produits sont boycottés par le gouvernement, voire confisqués par l'armée. Ces communautés sont des modèles de développement alternatifs qui prouvent leur validité par la pratique, et constituent des vitrines pour les autres Salvadoriens. Le gouvernement de l'ARENA est conscient de cela et s'est juré d'en finir avec ces projets éminemment "subversifs"...

A l'approche d'un cessez-le-feu, le soutien de ce genre de projet est essentiel. C'est ainsi que le comité s'est engagé sur un projet de reboisement sur les terrains d'El Gualcho (voir encadré).

L'armée harcèle continuellement la communauté d'El Gualcho, même si elle ne peut l'affronter directement étant donné le soutien international dont elle bénéficie. Juste avant notre arrivée, profitant des combats qui avaient lieu dans la région, une compagnie armée jusqu'aux dents a traversé le village. Il ne s'est rien passé de grave mais, un après-midi, une grenade a été lancée sur une des nouvelles maisons en dur, blessant au bras une vieille dame. En partant, les soldats ont laissé une inscription sur les murs d'une autre maison : « Le bataillon Arce est passé par là. » S'ils ne peuvent se permettre une attaque en bonne et due forme,

la guerre psychologique est toujours là : il faut faire peur. Nous avons rendu visite aux habitantes de ces maisons, qui ont évoqué leur peur — cependant nous n'avons jamais entendu quelqu'un se plaindre ou remettre en question le projet de communauté.

Nous avons aussi fait les frais de ce harcèlement. En quittant le village, un militaire du gouvernement, tout jeune, d'à peine 15 ans, a arrêté notre voiture. Trop jeune pour avoir encore une tête d'assassin, il est devenu tout rouge quand il a vu descendre quatre femmes de l'arrière du véhicule, et nous a à peine posé une ou deux questions. Nous commençons à nous sentir plus tranquilles quand un deuxième militaire est arrivé, puis un troisième, un quatrième.... Bientôt ils étaient dix à nous entourer, la plupart avec de la peinture noire de camouflage sur la figure. Leur attitude était très agressive et leur lieutenant, qui nous a interrogées, avait une tête autrement plus féroce que le jeune du début, sans doute recruté de force lors d'une rafle. Le lieutenant a essayé de nous convaincre que les habitants d'El Gualcho étaient en lien avec les "terroristes" du FMLN, que c'étaient des menteurs et qu'il fallait nous méfier d'eux !

Ne vous inquiétez pas, Monsieur le lieutenant, nous savons à qui faire confiance.

(1) Voir l'article d'actualités.

(2) ASDI : Association salvadorienne pour le développement intégral. Cette association se charge du suivi des projets de production de communautés de déplacés ou de rapatriés, gère les fonds envoyés par la solidarité et accueille les techniciens qui viennent soutenir et apporter leurs compétences à ces projets.

(3) cf *El Salvador*, n° 9 et n° 10.

Le **COSOPES*** s'est engagé, à la suite de ce voyage, à financer une partie du projet de reboisement de la communauté El Nuevo Gualcho. La région souffre un grand désastre écologique. La culture extensive du coton, à l'aide de machines, a énormément détruit l'environnement et fait disparaître une grande partie des arbres. Les conséquences sont multiples; la faune disparaît, le niveau de l'eau des rivières baisse en quantité, mais aussi en qualité, le cadre de vie est désolant. 1 500 arbres ont déjà été plantés.

Le **COSOPES** s'est engagé sur un projet de financement d'une pépinière d'arbres fruitiers et de plantes médicinales. Il s'agit concrètement de collecter au moins 5 000 dollars US pour l'année 91-92, et éventuellement d'aller travailler sur place l'été prochain.

*** COSOPES : Comité de
Solidarité avec le Peuple
d'El Salvador.**

Pour participer au financement de ce projet, envoyez vos dons au COSOPES, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris. Chèques à l'ordre du Comité Salvador.

P

O E M E S

L'anthologie bilingue de la poésie salvadorienne ne sera publiée qu'à la fin de cette année par l'Université nationale d'El Salvador et E.D.E.S. (7, passage Cottin 75018 Paris). La préface, écrite par Matilde Elena López, personnalité universitaire, est en cours de frappe.

Ci-dessous deux extraits de cet ouvrage.

Querido Jorge:

Yo llegué a la revolución por la vía de la poesía. Tú podrás llegar (si lo deseas, si sientes que lo necesitas) a la poesía por la vía de la revolución. Tienes por lo tanto una ventaja. Pero recuerda, si es que alguna vez hubiese un motivo especial para que te alegre mi compañía en la lucha, que en algo hay que agradecerse-lo también a la poesía.

Roque Dalton

Mon cher Jorge,

Je suis venu à la révolution par le biais de la poésie. Tu pourras arriver (si tu le désires, si tu en sens le besoin) jusqu'à la poésie par le biais de la révolution. Tu as là par conséquent un avantage. Mais rappelle-toi, si par hasard il y avait une raison spéciale pour que tu te réjouisses de ma compagnie dans le combat, que cela, tu le devrais aussi, pour une part, à la poésie.

Roque Dalton

Para siempre el recuerdo de la carne agujereada y la tierra
llena de moscas.
De gente colgada en los postes del telégrafo y amontonados
a la orilla de la carretera como animales.
Para siempre el recuerdo de cuchillos pegados a la cintura
de los hombres; de la muerte que ronda con el secreto

de las aves
migratorias y desciende a la techumbre ennegrecida de los ranchos
de paja como una paloma de San Juan;
esparciendo su voz como guante de hierro de un caballero
antiguo; sobre las costillas o el fémur de todos estos muchachos
muertos de hambre que se levantaron en 1932;
que apagaron las cocinas en la vieja heredad y subieron a las ciudades para encender todas las luces.
Para siempre el recuerdo de esos viejos, de esas mujeres,
de esos niños, que murieron con un ramo de tierra entre los
labios...

José María Cuéllar

Pour toujours le souvenir de la chair transpercée, de la terre
pleine de mouches.
De gens pendus aux poteaux télégraphiques et entassés sur le bord de la route comme des animaux.
Pour toujours le souvenir de couteaux collés à la hanche
des hommes ; de la mort qui tourne en secret comme un oiseau
migrateur et qui descend sur la toiture
noircie des cases en chaume comme une colombe de Saint Jean ;
elle répand sa voix comme le gant de fer d'un chevalier antique ; sur les côtes ou le fémur de tous ces gamins faméliques qui se sont insurgés en 1932 ;
qui ont éteint les fourneaux sur leur vieille propriété et sont montés
aux villes pour allumer toutes les lampes.
Pour toujours le souvenir de ces femmes, de ces vieux, de ces enfants, qui sont morts avec entre les lèvres un rameau de
terre...

José Maria Cuellar